

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 12/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES

431 rue Philippe Lamour - ZI Mas Barbet
30600 VAUVERT

Références :
Code AIOT : 0006605262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES implanté 431 rue Philippe Lamour - ZI Mas Barbet 30600 VAUVERT. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES
- 431 rue Philippe Lamour - ZI Mas Barbet 30600 VAUVERT
- Code AIOT : 0006605262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UFAB exploite une installation de stockage/vieillessement et commercialisation d'eaux de vie et de brandy sur son site industriel situé sur la commune de Vauvert, au sein de la zone industrielle.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert. Le site a depuis été scindé en deux parties : un site industriel comprenant la distillerie vinicole exploité par la société Union des Distilleries de Méditerranée (UDM) et un site industriel pour la partie vieillissement des alcools exploité par la société UFAB.

Les installations exploitées par la société UFAB sur son site de Vauvert sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 complété. Le site est soumis à autorisation ICPE, sous le statut seveso seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi APMD n°2022-009-DREAL du 23/02/2022
- Equipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suivi MED - chai n°5	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1	/	Mise en demeure, Respect de prescriptions	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de notification de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi MED - chai n°5	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1	/	Sans objet
3	Suivi MED - chai n°5	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1	/	Sans objet
4	Suivi MED - chai n°5	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1	/	Sans objet
5	Suivi MED - chai n°5	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1	/	Sans objet
6	Équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-009-DREAL du 23/02/2022. Tous les points de cet APMD sont levés mis à part le sujet relatif au désenfumage, faisant l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de prolongation face aux difficultés techniques de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi MED - chai n°5

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants :</p> <p>- l[es] article[s] 7.71 «comportement au feu » [...] de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>—</p> <p>Article 7.71 «comportement au feu » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL :</p> <p>En vue de prévenir la propagation d'un incendie entre les différentes parties de l'établissement et de limiter le rayonnement thermique à l'extérieur du site, l'établissement vérifie les conditions constructives minimales suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • La structure du chai n°5 est R60 et les murs extérieurs sont construits en matériaux présentant une résistance au feu REI 120 ; • Le chai n°5 est séparé du chai n°3 par une distance minimale de 18m et de la limite de propriété entre UFAB et UDM d'une distance au moins égale à 10m.» <p>Constats : Lors de la précédente inspection du 15/12/2021, l'inspection avait constaté que les murs extérieurs du chai n°5 construits en siporex (résistance au feu REI 120) sont équipés de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées sur la partie centrale des parois latérales, ce qui n'était pas pris en compte dans l'analyse de risque initiale du chai. Cette configuration ne permet pas d'assurer le degré coupe feu annoncé des parois et constitue une non-conformité à l'article 7.7.1 de l'APC du 22/07/2020.</p> <p>De plus, l'inspection avait relevé le 15/12/2021 qu'une paroi intérieure REI120, non prévue dans l'analyse de risques initiale, a été rajoutée à l'intérieur du chai, coupant ainsi le chai en 2 parties, ce qui peut constituer une mesure de limitation du terme source en cas d'évènement accidentel dans le chai.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant a réalisé une nouvelle analyse du risque avec de nouvelles modélisations de propagation d'un incendie, tenant compte de la configuration réelle du chai, et notamment des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées sur les parois latérales. Cette étude, réalisée par un bureau d'études compétent (Evolutys), a été transmise à l'inspection par courriels des 8/04 et 8/06/2022. Les résultats des modélisations sont identiques à ceux calculés dans l'analyse de risque initiale, seules les durées de l'incendie diffèrent. La note d'accompagnement des calculs transmise vient actualiser l'analyse de risque initiale de propagation d'un incendie, conformément à la configuration actuelle du chai. Ces éléments n'appellent pas d'observations complémentaires de l'inspection.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant justifie toujours de l'absence d'effets domino tant sur le chai voisin que chez l'exploitant voisin UDM ; il respecte ainsi les dispositions de prévention du risque de propagation d'un incendie entre les différentes parties de l'établissement et de limitation le rayonnement thermique à l'extérieur du site.</p> <p>Dans ces conditions, le point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant l'article 7.7.1 «comportement au feu » [...] de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL est levé dans la mesure où l'exploitant a justifié que les dispositions constructives du chai permettent de prévenir la propagation d'un incendie entre les différentes parties de l'établissement et de la limitation du rayonnement thermique à l'extérieur du site.</p> <p>Néanmoins, les conditions constructives du chai n°5 ne sont pas exactement celles prévues par le présent article de par la présence des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées. Cependant, tel qu'explicité ci-dessus, l'exploitant a justifié par son analyse des risques complémentaire que les</p>

dispositions constructives réelles sur site sont équivalentes. Dans ces conditions, les prescriptions de l'article 7.71 « comportement au feu » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL pourront être mises à jour à l'occasion d'une prochaine révision de l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi MED - chai n°5

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le[s] article[s] [...] 7.7.4 « désenfumage » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté <p>—</p> <p>Article 7.7.4 « désenfumage » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL :</p> <p>Le chai n°5 est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite du 15/12/2021, l'inspection a constaté que le chai n°5 est bien équipé de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs, mais ceux-ci sont situés sur le milieu des parois latérales du chai - constituant ainsi une non-conformité à l'article 7.7.4 « désenfumage » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL.</p> <p>En réponse l'exploitant propose par mail du 14/03/2022 et après échange avec l'inspection et le SDIS, la réalisation, par un bureau d'étude compétent, d'une étude d'ingénierie de désenfumage.</p> <p>Par mail du 9/05/22, l'exploitant transmet l'étude : il en ressort que les exutoires existants sont positionnés de manière trop basse pour l'évacuation des fumées qui sont considérées s'accumuler dans la partie 1er tiers en partant du haut.</p> <p>Deux solutions sont proposées par le bureau d'études :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une amenée d'air naturelle via un exutoire existant et une extraction mécanique des fumées via une gaine munie de bouche d'aspiration et un ventilateur à l'extérieur du bâtiment ; - la modification du haut du bâtiment afin d'y loger de nouveaux exutoires de forme horizontales pour les positionner entre les 2 chaînages du bâtiment. <p>La modification du bâti pose des difficultés techniques quant au bâti notamment en cas de création d'un nouvel étage et la 1ere solution avec extraction mécanique est jugée pertinente par le SDIS afin de pouvoir répondre aux exigences attendues de désenfumage.</p> <p>Suite à cette étude technique et après échange avec le SDIS, il est proposé par l'inspection par mail du 19/07/22 à l'exploitant, les prescriptions suivantes qui pourront être actées dans un arrêté préfectoral complémentaire ultérieur qui viendra compléter et modifier pour partie l'APC de 2020 :</p> <p>"L'installation de désenfumage du chaix n°5 peut être naturel et/ou mécanique. L'installation doit être conforme aux chapitres 4 et 7.2 de l'instruction technique IT 246, le cas échéant, dispositions relatives au désenfumage mécanique.</p> <p>Elle doit répondre aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être compatible en terme d'extraction et amenés d'air frais, - permettre un balayage satisfaisant du volume concerné, - ne pas contrarier la stratification et le mouvement des fumées dans le volume concerné". <p>Depuis, l'exploitant a transmis par mail du 14/09/2022 le devis validé et signé établi par l'entreprise BETIS pour la mise en place d'un désenfumage mécanique répondant aux critères mentionnés ci-dessus, complété par l'étude complémentaire BETIS transmise par mail du 18/10/2022, complétée à nouveau le 8/11/2022 après échange avec le SDIS.</p>

Une fois l'installation de désenfumage mécanique en place, l'exploitant prévoit la signature d'un contrat avec BETIS pour la réalisation des vérifications périodiques du bon fonctionnement du dispositif de désenfumage.

Dans ces conditions, les dispositions de l'article 7.7.4 « désenfumage » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL n'est toujours pas respecté mais l'exploitant a justifié avoir engagé les études et commandes nécessaires afin de répondre courant de l'année 2023 aux exigences de désenfumage pour ce nouveau chai.

Considérant la difficulté technique de mise en œuvre d'une solution permettant la mise en conformité du chai sur le sujet « désenfumage », l'inspection propose d'adapter l'échéance de mise en conformité tout en s'assurant de l'atteinte de l'objectif visé. L'inspection propose en conséquence de prolonger l'arrêté préfectoral de mise en demeure relatif au non-respect des conditions de désenfumage. L'objectif de cet arrêté modificatif est d'arriver à la mise en conformité effective du désenfumage sur ce chai

Dans ces conditions, une fois la mise en place effective d'un système de désenfumage, l'inspection étudiera la nécessité de mise à jour des prescriptions de l'article 7.7.4 « désenfumage » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL à l'occasion d'une prochaine révision de l'arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants : [...]</p> <p>- le[s] article[s] 3.7.2 « cuvette de rétention » de l'arrêté préfectoral n°11.202N susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>—</p> <p>Article 3.7.2 « cuvette de rétention » de l'arrêté préfectoral n°11.202N Les cuvettes de rétention sont étanches. [...]. Pour les stockages de récipients [...] la capacité de la rétention sera au moins égale [...] dans le cas de liquide inflammable à 50 % de la capacité totale des récipients.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite du 15/12/2021, l'inspection avait constaté dans un angle du chai une trémie creusée dans la dalle de 50x50 cm créée par l'exploitant dans le cadre d'un problème d'infiltration d'eau dans le chai apparu depuis les inondations du 14 septembre 2021. Cette configuration ne permet pas d'assurer une étanchéité totale d'une zone du chai - constituant une non-conformité à l'article 3.7.2 de l'AP du 05/12/2011.</p> <p>L'exploitant a explicité en visite que l'isolement de ce trou du reste de la rétention sera réalisée dès que sa stratégie pour l'assainissement du chai sera opérationnelle (mise en place de drains entourant une partie du bâti pour faire barrière aux eaux de ruissellement arrivant depuis l'est).</p> <p>Par mail du 8/04/2022, l'exploitant a précisé que l'étanchéité dans le chai a été rétablie. Ce point a été confirmé lors de la visite.</p> <p>Le point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure relatif à l'article 3.7.2 « cuvette de rétention » de l'arrêté préfectoral n°11.202N est dans ces conditions levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi MED - chai n°5

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants :[...]</p> <p>- le[s] article[s] 7.10.8 « plan d'opération interne » de l'arrêté préfectoral n°11.202N susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>—</p> <p>Article 7.10.8 « plan d'opération interne » de l'arrêté préfectoral n°11.202N :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et des moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii de l'étude de dangers [...]</p> <p>Il [le POI] est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarii d'accident envisagés dans l'étude de dangers.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite du 15/12/2021, l'inspection a relevé que le POI n'a pas été mis à jour malgré la mise en exploitation du chai n°5. Le porter à connaissance sur ce projet identifie pour le projet de chai n°5 deux accidents dans la grille de criticité de l'établissement représentant la démarche de maîtrise des risques pour l'exploitation de ce nouveau dépôt. Dans ces conditions, le POI n'est pas homogène avec les scénarii d'accidents présentés dans l'analyse de l'exploitant.</p> <p>Par transmission du 19/07/2022, l'exploitant a justifié de la mise à jour de son POI. Ce point a été confirmé lors de la présente visite. Cette mise à jour doit être transmise à l'inspection et au SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs alcool
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants :[...]</p> <p>- le[s] article[s] 7.8.1 « vapeurs d'alcool » de l'arrêté préfectoral n°11.202N susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>—</p> <p>Article 7.8.1 « vapeurs d'alcool » de l'arrêté préfectoral n°11.202N :</p> <p>Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles sont équipées de détecteurs d'alcool avec report d'alarme au bureau de réception ou de garde ou en salle de contrôle.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite du 15/12/2021, l'inspection a relevé que le chai n°5 n'était équipé d'aucun détecteur d'alcool malgré sa mise en exploitation initiée.</p> <p>En termes de mesures correctives, le chai n°5 faisait l'objet d'une présence renforcée en heures ouvrables et d'une surveillance renforcée hors heures ouvrables par le gardien de nuit.</p> <p>Par mail du 8/04/2022, l'exploitant précise que les capteurs d'alcool sont en cours d'installation. Leur mise en service est confirmé depuis le 28 juin par mail du 19/07/2022.</p> <p>La visite sur site a permis de vérifier la présence de 8 capteurs dans le chai, implantés conformément aux préconisations Oldham. La dernière visite semestrielle de contrôle de ces capteurs a été réalisée le 4/10/2022, aucune non-conformité n'est relevée. L'exploitant a également justifié en visite sur site du bon report de l'état de chaque détecteur du nouveau chai à la centrale de détection.</p> <p>Dans ces conditions, le point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure relatif à l'article 7.8.1 « vapeurs d'alcool » de l'arrêté préfectoral n°11.202N est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Equipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant ne dispose d'aucun équipement sous pression sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nîmes, le

Subdivision Risques Accidentels

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 23-XXXX-DREAL

de prolongation de mise en demeure en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement à la société Union Française des Alcool et Brandies (UFAB) pour son site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Vauvert

**La Préfète du Gard,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite,**

- VU** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°11.202N du 5 décembre 2011 réglementant l'exploitation des installations de stockage et de vieillissement d'alcools de bouche exploitées par la S.A UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES (UFAB) à Vauvert;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20-144-DREAL du 22 juillet 2020 portant prescriptions complémentaires pour la société UFAB pour la création d'un nouveau chai (chai n°5) ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 13 janvier 2022 et faisant suite à l'inspection menée sur le site de Vauvert le 15 décembre 2021 ;
- VU** l'arrêté de mise en demeure n°19-39N du 23 avril 2019 mettant en demeure la société UFAB de satisfaire à certaines prescriptions de son arrêté d'autorisation ;

- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 09 janvier 2023 et faisant suite à l'inspection menée sur le site de Vauvert le 13 décembre 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté par courrier recommandé du xxx à la connaissance de l'exploitant ;
- VU** les observations de l'exploitant transmis le xxx ;

Considérant que la société UFAB exploite des installations classées pour la protection de l'environnement sur son site industriel situé 581 chemin d'Aubord, à Vauvert réglementé par l'arrêté préfectoral n° 11.202N du 5 décembre 2011 susvisé complété par l'arrêté préfectoral n°20-144-DREAL du 22 juillet 2020 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 décembre 2022, l'inspection a constaté que :

- les dispositions constructives du chai n°5 permettent de prévenir la propagation d'un incendie entre les différentes parties de l'établissement et de limiter le rayonnement thermique à l'extérieur du site ;
- l'étanchéité de la cuvette de rétention du chai n°5 a été rétablie ;
- le plan d'opération interne a été mis à jour en intégrant ce nouveau chai ;
- le chai n°5 est équipé de détecteurs d'alcool avec report d'alarme en salle de contrôle ;

Considérant par conséquent, la levée de quatre des cinq points de l'arrêté de mise en demeure n°2022-009-DREAL du 23 février 2022 sus-visé ;

Considérant que, pour le 5^e et dernier point de l'arrêté de mise en demeure n° 2022-009-DREAL3, face aux difficultés techniques, le chai n°5 reste non conforme sur les prescriptions relatives au « désenfumage » au regard de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL susvisé qui impose la présence d'un dispositif de désenfumage sur le chai n°5 ;

Considérant que l'exploitant justifie néanmoins :

- de la réalisation d'une étude de désenfumage par un bureau d'études compétant, partagée et complétée suite aux échanges avec l'inspection relayant les avis du SDIS 30 des 17 mai, 12 juillet et 10 novembre 2022 ;
- du lancement des commandes nécessaires afin de répondre courant de l'année 2023 aux exigences de désenfumage imposées pour ce nouveau chai ;

Considérant les délais techniquement nécessaires de mise en conformité ;

Considérant que le délai de mise en conformité doit être suffisant pour permettre à l'exploitant d'effectuer les travaux et études nécessaires pour se mettre en conformité avec la prescription qu'il a méconnue ;

Considérant de ce fait que le délai de conformité initialement prévu dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-009-DREAL doit être adapté à la situation et donc modifié en conséquence ;

Considérant que la société UFAB, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables dans un délai cohérent avec la nature des travaux à réaliser et proportionné aux enjeux, intégrant des étapes intermédiaires pour s'assurer du bon avancement de la mise en conformité ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de du Gard ;

A R R Ê T E

Article 1 – Mise en demeure

Le groupe de mots « 7.7.1 comportement au feu » de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-009-DREAL mettant en demeure la société UFAB de satisfaire à certaines prescriptions de son arrêté d'autorisation, est supprimé.

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-009-DREAL mettant en demeure la société UFAB de satisfaire à certaines prescriptions de son arrêté d'autorisation est complété comme suit :

La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article suivant :

- l'article 7.7.1 «comportement au feu » de l'arrêté préfectoral n° 20-144-DREAL susvisé en :
 - * fournissant un point d'avancement des travaux de conformité dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
 - * mettant place un système de désenfumage naturel et/ou mécanique dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L.171-1 du code de l'environnement.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vauvert pour y être consultée par toute personne intéressée. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB). Un extrait du présent arrêté est affiché en permanence, de façon lisible, sur le site de l'installation, à la diligence de la société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB).

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de Vauvert,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale

Gard-Lozère, le maire de Vauvert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10001 – 30600 VAUVERT en recommandé avec accusé de réception.

La Préfète,